

Une économie de fous

UNE ECONOMIE EN ETAT DE GUERRE PERMANENT

La santé de l'économie, c'est tous les jours qu'on nous en parle, dans le journal télévisé ou dans la presse. Quand on voit le ton inquiet, grave ou réjoui des journalistes qui nous annoncent les derniers chiffres de la balance des paiements, de la hausse des prix ou de la vente des voitures, on a l'impression que l'économie est un grand corps bien compliqué qu'il faut surveiller de partout et qui ne cesse de nous faire des maladies à répétition : chômage, inflation, déflation, stagflation, récession, mévente, surproduction, concurrence, chute et rechute de la bourse, fièvre de la bourse, crise de l'agriculture, crise de l'acier, crise du pétrole, crise de l'aéronautique, crise de l'automobile, crise de la monnaie, etc.

Bref, l'économie est malade et le seul remède qui nous est proposé est que nous acceptions des restrictions sur les conditions de travail, que le chômage augmente, que les salaires soient bloqués, voire baissés, que les patrons puissent licencier, que des usines soient fermées. En tout cas, c'est la médecine qui est effectivement imposée partout.

Une médecine qui combat le mal par le mal, ou plutôt qui nous présente l'infection comme un moyen de guérison. On croirait être au Moyen Age, quand les fièvres étaient combattues par des saignées, les furoncles par des sangsues et les maux de tête par des trépanations.

Fort heureusement, la méthode scientifique a permis à la médecine, la vraie, de faire des progrès : on sait soulager bien des douleurs, on sait guérir un nombre considérable de maladies. L'espérance de vie est passée de trente ans au XVIIe siècle à soixante-quinze ans aujourd'hui (pour les hommes en France).

Mais dans le cas de l'économie, on est loin d'approcher de tels résultats. Pourtant les maladies économiques dont on nous parle dans le cadre des actualités, n'ont rien d'actuel. On les connaît depuis que le système capitaliste existe. Un numéro spécial du journal patronal

"L'Expansion" écrit par exemple : "Les crises ont ainsi rythmé la vie économique au XIXe siècle et au début du XXe siècle. 1810, 1818, 1825, 1837, 1847, 1857, 1866, 1873, 1882, 1890, 1901, 1907, 1913, 1920, 1929, 1937, etc."

Que font les guérisseurs du système capitaliste devant cette série accablante ? Ils regardent les dates, calculent les intervalles, trouvent que cela fait une crise tous les 7 à 8 ans, et essaient alors de prédire quand la prochaine va survenir ou quand la dernière va se finir. Des économistes très sérieux y ont consacré leur vie, tel, par exemple, un certain Kondratief, qui a trouvé, paraît-il, qu'on peut même associer les crises par paquets qu'il appelle doctement "cycles longs", d'un demi-siècle environ, et qui regroupent 6 ou 7 crises chacun... Bref, les économistes décrivent, prédisent, mais se gardent bien d'intervenir, et encore moins de soigner.

Pourquoi ce qui a été possible pour quelque chose d'aussi compliqué et mystérieux que les phénomènes vivants ne semble pas possible pour l'économie, qui devrait être un peu moins mystérieuse puisqu'elle est tout de même l'œuvre de hommes ?

C'est que le monde vivant, comme le reste de la matière obéit à des lois. Et qu'une fois qu'on commence à comprendre ces lois, on peut agir de façon prévisible.

Pour l'économie, c'est tout à fait l'inverse. Là, il n'y a pas de lois "naturelles". Les décisions n'obéissent à aucune logique universelle et prévisible : elles sont l'œuvre de cerveaux différents, dans les conseils d'administration des entreprises.

On pourrait peut-être prévoir l'économie en rassemblant toutes ces intentions, toutes ces décisions, les centraliser et demander à un gros ordinateur de procéder comme pour la météo. Mais personne n'a même envisagé de faire cela car quelque chose s'y oppose dès le départ : le secret. Secret de fabrication, secret commercial, secret bancaire..., tous les patrons, tous les capitalistes s'abritent derrière le secret. C'est leur première règle, absolue ; et c'est cette règle qui interdit toute prévision dans le domaine de l'économie et qui interdit donc d'intervenir de façon prévisible.

Appliquée aux autres domaines, cette règle du secret reviendrait à ce que chaque électricien cache ses formules d'électricité, ou chaque médecin, sa compréhension des maladies et des soins. Autant dire qu'il n'y aurait ni électricité, ni médecine...

Cette règle du secret est tellement aberrante que c'est contre elle que lutte chaque patron dans son domaine réservé, dans son entreprise, dans son affaire. Le patron a une véritable hantise des renseignements sur tout ce qui le concerne. Il multiplie les hommes, les moyens matériels, les moyens administratifs pour tout contrôler, tout surveiller, jusqu'à mettre en place des systèmes qui peuvent le faire en direct. Etat des stocks, état des pièces détachées, état du personnel, état des machines, tout est quotidiennement suivi, analysé, fait constamment l'objet de décisions. Dans ce cadre-là, les décisions peuvent être efficaces et on peut en prévoir les effets.

Les postes de travail sont étudiés pour économiser gestes et déplacements inutiles, les cadences, les effectifs la répartition des postes sont étudiés pour que le travail s'écoule sans blocage à un moment ou à un autre du processus ; l'alimentation en pièces détachées est étudiée pour parvenir en bonne quantité et au bon moment, etc. Tout un réseau de contremaîtres, de contrôleurs, de chefs d'équipe, veillent au bon fonctionnement de cette

machinerie qui consiste à faire tourner ensemble des dizaines ou des dizaines de milliers de travailleurs.

Et c'est grâce à cette rationalisation qu'on a mis progressivement moins de temps pour produire les mêmes objets, que les réfrigérateurs, la télévision ou le téléphone sont ainsi devenus des objets courants pour tous.

Mais ce côté presque merveilleux du fonctionnement capitaliste s'arrête à la porte de chaque usine, de chaque banque, de chaque entreprise. Entre les entreprises, c'est la loi du silence, pire, c'est même la loi des faux bruits. En fait, c'est la loi de la jungle, c'est même la guerre.

Imaginons un instant que dans notre atelier ou sur notre chantier, on reproduise ce type de fonctionnement : chacun décide de ce qu'il veut faire, sur quelle machine et à quel poste il va se mettre à travailler, quels matériaux il va prendre, en quelle quantité, et pour faire ce qu'il a envie. Tout cela donc, en l'absence d'une décision concertée, et même, chacun cachant aux autres ses intentions. Le jeu consistant à produire quand même : ce serait un joli merdier, il n'y a pas d'autre mot ! Des ouvriers reviendraient vite à un minimum de bon sens, en se mettant d'accord pour se répartir les efforts, pour ne pas faire les choses en double, etc. Mais s'entendre, c'est très exactement ce dont les capitalistes sont incapables.

Prenons un exemple concret : le démarrage de l'industrie du pétrole. C'est aux Etats-Unis qu'est née cette industrie ; la découverte du pétrole, d'abord utilisé pour s'éclairer, s'avère vite une très bonne affaire : seul investissement, le forage du sol au bon endroit. La perspective des dollars faciles fait qu'il y a aux alentours des années 1870 quelque chose comme 16 000 producteurs, au départ des fermiers, des boulangers ou des bouchers.

Eh bien, la guerre que se menaient tous ces producteurs en fonctionnant chacun pour soi produisait à certains moments une envolée des prix, à d'autres, un effondrement. Cela dépendait de la quantité totale produite simultanément, chose que personne ne pouvait contrôler ou prévoir. Un homme a effectivement jugé que ce fonctionnement était aberrant, qu'il devait y avoir un moyen de produire le pétrole régulièrement et d'en finir avec cette anarchie, et qu'alors le pétrole serait une affaire sûre. Cet homme a réussi, il s'appelle John Rockefeller. Fils d'un commerçant, Rockefeller possédait en 1865 une raffinerie de Cleveland, la plus importante. Pour contrôler l'économie du pétrole, Rockefeller décida d'éliminer ni plus ni moins tous les concurrents.

Il va y passer 14 ans de sa vie et il va y parvenir. La méthode de Rockefeller était simple, dans un premier temps, lui ou ses hommes tentaient de parvenir à acquérir l'entreprise concurrente à l'amiable. Si cela échouait, la Standard utilisait la force et visait, comme disait Rockefeller, "à donner aux concurrents une bonne suée". La Standard était capable de baisser momentanément les prix sur le marché particulier du concurrent, l'obligeant à opérer à perte. Au fur et à mesure que la taille de la Standard Oil augmentait, la rationalisation à l'intérieur de l'entreprise permettait d'augmenter la production. Et l'accroissement de la production lui permettait d'obtenir des compagnies de chemin de fer des réductions qui rendaient encore plus concurrentiels ses tarifs.

En 1879, la guerre était pratiquement terminée, la Standard Oil triomphait, elle contrôlait 90 % des capacités de raffinage de l'Amérique ; elle contrôlait aussi les pipe-lines et les systèmes de connexion (...) et avait la haute main sur les transports.

Cette réussite a fait la renommée de Rockefeller. Mais bientôt d'autres capitalistes vont réussir à fonder leur empire à leur tour. Et le résultat est que "dans les années 1890, se livrait une nouvelle lutte entre quatre rivaux : la Standard Oil, les Rothschild, les Nobel, et les autres producteurs russes du moment.

Le bilan du chirurgien Rockefeller est donc qu'au lieu que le monde du pétrole soit une anarchie découlant de 16 000 volontés individuelles de petits capitalistes, il est devenu, en une vingtaine d'années, une anarchie qui découle de la volonté de quelques très gros.

Malgré sa réussite, Rockefeller n'a pas avancé d'un pouce dans la guérison du capitalisme. La concurrence, sa maladie essentielle, fait partie de sa nature. On parlait d'ailleurs glorieusement au XIXe siècle du capitalisme de "libre concurrence".

Et c'est cette concurrence, qui n'est ni plus ni moins qu'une guerre économique, qui est à l'origine des aberrations de l'économie capitaliste. Pour supprimer la concurrence, il faudrait soit qu'un seul capitaliste l'emporte absolument sur tous les autres, dans tous les domaines et à l'échelle de la planète. Mais il y aurait alors de quoi s'inquiéter sur une économie dirigée ainsi.

Ou bien, il faudrait interdire que cette guerre se livre, ce qui revient à interdire que les grands domaines de l'économie appartiennent à des propriétaires privés.

Sinon, et c'est ce qui se produit en réalité, la concurrence se reproduit à une échelle de plus en plus gigantesque, mais elle ne cesse jamais. Elle se nourrit du travail humain qui continue à créer toujours plus de richesses, mais de richesses que le système récupèrera toujours sous forme de capital. Ainsi, plus il y a de richesses créées au fil des ans, plus cela va être à un moment ou à un autre, l'occasion qu'elles s'accumulent entre les mains de capitalistes et qu'elles entrent donc dans leurs guerres incessantes.

L'existence de quelques poids lourds n'interdit pas à de nouveaux capitalistes plus petits de continuer à apparaître. Au contraire, cette situation fait bien souvent l'affaire des gros car ils leur laissent les risques des démarrages, toujours incertains. Par contre, si ceux-ci réussissent, les poids lourds les contrôlent alors par un moyen ou par un autre ; ou peuvent même décider de les absorber, purement et simplement.

Ce fonctionnement qui allie l'ordre le plus perfectionné dans chaque entreprise avec l'état de guerre permanent entre les entreprises est à la source d'un formidable gâchis, impossible à chiffrer. Mais on peut penser que ce qui se perd en temps de travail, en argent, en moyens matériels consacrés à cette guerre, c'est du même ordre que ce qui reste finalement et qui est utilisable.

Pourtant, cette guerre et les destructions qui l'accompagnent, sont acceptées comme allant de soi aujourd'hui. Elle ne choque personne. Et bien au contraire, elle est mise à l'honneur. On nous parle de la "compétition" des entreprises. mais cette compétition n'a rien d'un sport gratuit. Elle coûte cher, très cher.

Dans le secteur de l'alimentation, par exemple, une bataille boursière a opposé Nestlé qui voulait, et qui y est parvenu, acquérir Perrier, fin 1991. Cette affaire a coûté près de 14 milliards de francs. En moyenne, dans ce secteur, on a compté ces dernières années 100

acquisitions-fusions. Chaque année il s'est ainsi dépensé de l'ordre de 30 milliards de francs alors que les 20 premiers trusts alimentaires du monde totalisent quelque chose comme 60 milliards de bénéfices annuels.

L'alimentation n'est pas une exception. Voici quelques titres de "L'Expansion" de 1992 consacré à "La guerre mondiale des entreprises".

Alimentation : Tous les coups sont permis.
Automobile : Le calme avant la bataille.
Chimie-pharmacie : Une stratégie à revoir.
Communication : Un marché à risque.
Distribution : La course au gigantisme.
Sidérurgie : L'Europe de mal en pis.

Il leur faut dépenser de l'argent pour acheter leurs concurrents, en dépenser encore pour investir en machines et forcer les prix à la baisse. Il leur faut aussi mettre des travailleurs au chômage, fermer des usines. Cet argent, ces usines, c'est du travail, de la sueur humaine perdus. Ces ouvriers à la rue, c'est une autre forme du même gâchis.

Ce gâchis-là, nous sommes les seuls à le dénoncer, parce que nous sommes vraiment communistes et socialistes. Vous trouverez du monde pour s'indigner d'autres gâchis, car le capitalisme n'en manque pas. Il y a le chômage bien sûr, il y a les usines qui ferment et restent immobilisées alors que des besoins ne sont pas satisfaits. Il y a même des primes pour mettre des terres en jachère, des soi-disant surproductions qui sont jetées. Il y a toutes ces productions inutiles ou nuisibles, et en premier lieu, la production d'armes.

Tout cela est longuement montré, dénoncé. Mais il faut voir que le seul fonctionnement quotidien du capitalisme, même s'il n'y avait pas de chômage, pas de productions détruites, est un gâchis monstrueux.

Le gâchis est le seul avenir que nous offre le système capitaliste. Au début des années 80, quand on venait de mettre au point les magnétoscopes, trois systèmes sont entrés en guerre : le V 2000 de Philips, le Bétamax de Sony, et le VHS de JVC. Ces trois systèmes étaient incompatibles, un peu comme ces prises que l'on ne peut pas enficher l'une dans l'autre. Le VHS l'a emporté. Et c'est donc tous les efforts de recherche, de mise au point, de production des autres qui ont été réduits à néant. Avant le magnétoscope, le monde s'était déjà fait la guerre de la même façon sur le marché de la télévision, dans les années 60. Le NTSC américain l'avait emporté aux USA, au Canada, en Amérique du Sud et au Japon. Le Secam français avait trouvé à se vendre dans les Pays de l'Est et en URSS. Le Pal allemand avait conquis le reste du marché.

Actuellement, nous vivons la troisième guerre mondiale de la télévision. Une guerre qui ne dit pas son nom mais qui coûte elle aussi très cher en travail humain gâché. Cette guerre, c'est celle de la télévision haute définition (la TVHD).

Cette nouvelle télévision doit être un vrai bijou : image de la qualité du cinéma, son de la qualité d'un lecteur laser, et nouveau format, plus large. Trois systèmes sont en guerre : le D2 Mac franco-allemand, le Muse japonais et le Digicipher américain. Tous visent un marché phénoménal : un milliard de postes de télévision à changer sur toute la planète, quelque chose comme 650 milliards de dollars avec en prime, toutes les caméras, magnétoscopes, relais satellites qui vont avec.

Dans cette guerre, les Américains ont déjà réussi une belle manœuvre. Ils ont d'abord fait alliance avec les Japonais, ce qui a inquiété les Européens, qui les ont appelés à leur secours. Les Américains ont alors joué les arbitres, se donnant le temps de préparer leur propre système. Le choix final doit être fait en 1994, date à laquelle le Comité international des radio-télécommunications devra trancher pour un seul système à l'échelle mondiale. Un seul système et pas trois. Et après toute une guerre économique et pas avant.

En clair, des milliers d'hommes et de femmes travaillent actuellement pour rien, engloutissant des milliards de subventions des Etats. L'Europe par exemple, a déjà englouti plus de 4 milliards de francs, très certainement pour rien. Tout ce travail, tout cet argent, pourraient être consacrés à d'autres besoins, d'autres recherches pourtant indispensables. C'est aberrant ? Mais c'est en fait cela, la "norme capitaliste".

Il suffit d'ouvrir les journaux aux pages économiques pour comprendre que c'est tous les jours qu'un tel gâchis se produit, car c'est tous les jours que des entreprises rachètent d'autres. Et quand elles ne le font pas, c'est qu'elles se préparent à le faire, qu'elles mettent des munitions, c'est-à-dire de l'argent, de côté pour cela. Dans la guerre économique, comme dans la guerre tout court, il faut en effet prendre les devants, préparer les défenses, attaquer avant l'adversaire. Sauf que les munitions sont ici du travail humain transformé en capital.

Un pays, au moins, a choisi de ne pas fonctionner selon cette logique, ce n'est pas un hasard si son seul nom donne des boutons à tous les capitalistes : c'est l'URSS. Là-bas, ce sont les travailleurs qui ont pris le pouvoir en 1917.

Dans un premier temps, ils n'ont même pas décidé de nationaliser les entreprises, (cela c'est la guerre civile qui les obligera à le faire en 1918). Mais ils ont fait ce qu'aucune nationalisation faite par les bourgeois ne fera jamais : ils ont brisé le secret, soumis les entreprises au contrôle direct des ouvriers, qui ont pu avoir tous les comptes sous les yeux. Ainsi toute la comptabilité nationale pouvait commencer à être centralisée, rationalisée.

Ce nouveau système s'est hélas vite retrouvé entre les mains de nouveaux bureaucrates et plus du tout de la classe ouvrière ou des paysans russes. Mais il s'est quand même maintenu pendant soixante-quinze ans. Et bien que les nouveaux bureaucrates aient largement profité de leur place de contrôleurs de l'économie, celle-ci a connu un essor qui n'a rien de comparable avec les autres pays capitalistes.

De pays arriéré comparable à l'époque à l'Inde, l'URSS a pu devenir la deuxième puissance industrielle après les USA, connaissant un rythme de développement plusieurs fois plus rapide que n'importe quel pays capitaliste sur la même période.

Aujourd'hui, nos capitalistes se réjouissent de voir les traces de ce qu'ont fait Lénine et les ouvriers russes s'effacer là-bas. Ils veulent nous faire croire que seul leur système est viable.

Mais quel économiste a seulement calculé la somme des gâchis du système capitaliste. Le capitalisme n'est même pas malade, c'est un système fou. Il est aussi impossible à diriger que le serait une automobile dont les pédales, le levier de vitesse, le volant et les clignotants, seraient entre les pieds et les mains de personnes différentes en train de se porter des coups.

février – juin 1993